

# Conversations avec Fidel Castro

---

Herb Dhaliwal, député

*Il est toujours intéressant de s'entretenir avec un leader mondial et d'autant plus lorsqu'il s'agit de quelqu'un comme Fidel Castro qui réfléchit sur le sens de la révolution et sur l'avenir de son petit pays. Voilà la situation dans laquelle s'est trouvée une récente délégation parlementaire multipartite qui s'est rendue à Cuba. Le voyage a été organisé par le Groupe d'amitiés parlementaires Canada-Cuba. Chacun des délégués payait ses billets d'avion et ses dépenses.*



**J'**avais du mal à croire que je n'avais que six ans lorsque le barbu qui répondait gentiment aux questions de notre délégation est entré dans La Havane en héros triomphant de la révolution cubaine. Comment le petit garçon issu d'une famille d'immigrants aurait-il pu s'imaginer qu'il aurait un jour l'occasion comme député canadien de rencontrer cette figure

historique? Comment aurait-il pu deviner que, 34 ans plus tard, Fidel Castro serait encore le président de Cuba?

En parcourant la documentation avant de me joindre à mes sept autres collègues, j'ai été frappé par la diversité des opinions sur la viabilité économique de Cuba. On considère Cuba tantôt comme une menace pour les valeurs de l'économie de marché à l'américaine, tantôt comme une expérience communiste vacillant au bord du gouffre économique. Quant à son chef, on le qualifie tantôt de despote décadent, tantôt de démagogue charismatique.

Le jour où notre délégation a rencontré Fidel Castro, il avait le cœur à la réflexion et à la réminiscence, comme si notre visite avait déclenché en lui un flot de souvenirs relatifs à l'histoire de Cuba. Pendant deux heures, il nous a parlé avec son éloquence coutumière. Il a rappelé la longue amitié du Canada avec Cuba et notre refus de rompre les liens diplomatiques, même au plus fort de la guerre froide.

Il nous a régalié de réflexions sur la révolution, les droits de la personne et les modèles économiques. Mais ce qui m'a le plus surpris chez Fidel Castro, ce n'est pas tant ce qu'il disait que ce qu'il révélait à son sujet. Il a fait preuve d'un souci de l'autre auquel je ne m'attendais pas, d'une compassion à l'égard de la souffrance des êtres humains où qu'ils habitent. Il a maintenu que la politique étrangère de Cuba avait toujours eu pour but de réduire la souffrance et de faire triompher la justice sociale. Il nous a expliqué, par exemple, comment Cuba avait récemment amené 35 000 enfants russes victimes de la catastrophe de Tchernobyl se faire soigner dans les hôpitaux cubains.

---

Herb Dhaliwal est député de Vancouver-Sud depuis 1993.

Cet exemple nous a amenés à nous interroger sur la nature des relations entre Cuba et l'ancienne Union soviétique. On a toujours soutenu que Cuba était un satellite russe qui recevait en moyenne un million de dollars par jour avant l'effondrement de l'Union soviétique. Pourtant, lorsque j'ai posé la question à Castro, il a soutenu avec fierté que son pays avait pratiqué une politique étrangère tout à fait indépendante de celle de l'URSS. Selon lui, Cuba avait été parfois en désaccord avec le gouvernement russe. Il y aurait même eu des moments où la Russie s'inquiétait vraiment de ce que «Cuba allait faire».

Passant des sujets d'inquiétude aux réalisations, Castro s'est dit très fier de l'amélioration de la santé et de l'éducation de la population cubaine. Selon les normes sud-américaines, Cuba a obtenu des résultats extraordinaires. L'espérance de vie à la naissance est de 77 ans, la plus élevée en Amérique latine, et le taux de mortalité infantile en 1992 était de 10,4 par millier, le plus faible en Amérique latine. Cuba est le seul pays latino-américain à avoir été rangé par l'UNICEF parmi ceux dont les taux de mortalité infantile sont les plus faibles du monde, c'est-à-dire à égalité avec les pays industrialisés. Selon les statistiques gouvernementales, le taux d'analphabétisme n'était que de 1,9 p. 100 en 1990. Ce haut niveau d'instruction sert à attirer les investissements étrangers dans les secteurs scientifiques et techniques de pointe.

***Il s'est dit fort inquiet de l'émergence des blocs commerciaux régionaux, car il croit que ces blocs joueront au détriment des pays en développement en les excluant des arrangements commerciaux préférentiels.***

Par contre, Castro fait preuve de réalisme quant aux défis économiques et sociaux auxquels Cuba est confronté. Jusqu'à l'effondrement du bloc de l'Est, l'URSS injectait dans l'économie cubaine plus d'un million de dollars par jour et était le plus gros partenaire commercial de Cuba. Dès 1990, cependant, elle n'était plus en mesure de lui venir en aide ni de lui offrir des conditions commerciales préférentielles. Du jour au lendemain ou presque, la source s'est tarie et l'économie s'est contractée de 50 p. 100 dans les deux années qui ont suivi. Il en a résulté une crise économique dont Cuba n'est pas encore sorti.

J'ai constaté les effets de la crise économique pendant mon séjour à Cuba. En dehors des régions touristiques, la nourriture est rare. Tous les produits sont rationnés à des niveaux que les Nord-Américains trouveraient scandaleux. Il se développe un marché noir pour les devises et les marchandises. Il y en a même qui soutiennent que les remarquables équipements d'éducation et de santé commencent à se détériorer.



Castro lui-même s'inquiète beaucoup des effets de la crise sur la mentalité des jeunes Cubains, qui n'ont aucun lien avec le Cuba prérévolutionnaire. Pour eux, les discours sur la révolution ne sont qu'une rhétorique aisément submergée par l'attrait des biens de consommation et de la liberté politique. Selon Castro, c'est par ce groupe que le changement va venir.

Il n'en reste pas moins que les choses changent. Certaines mesures ont pour effet de faire évoluer lentement le pays vers l'économie de marché. On permet aux gens de posséder des devises fortes. On encourage la petite entreprise. On attire des investissements de nombreux pays, surtout dans le cadre de coentreprises. Plus de 100 coentreprises étaient en place à la fin de 1993 et cent autres étaient en préparation. En tout, 34 pays, dont le Canada, ont conclu avec Cuba des accords de coentreprise et de partage de la production dans des domaines comme le tourisme, la pêche, les télécommunications, la technologie médicale, les mines, le pétrole, la construction et les sous-produits agricoles. Cuba a beau traverser une période économiquement très difficile, on y plante avec soin des germes de changement.

Les choses bougent à Cuba, et Fidel Castro semble s'en réjouir. Des économistes affirment déjà que Cuba a atteint le creux de son cycle économique et qu'il amorce sa reprise. Par-dessus tout, la direction cubaine reconnaît enfin les lacunes du dirigisme économique et les gains d'efficacité que peut procurer une économie qui soit davantage axée sur le marché.

Chose certaine, les changements économiques qui se produisent à Cuba ne lui sont pas imposés par l'embargo des États-Unis et leur politique d'isolement. Cette politique est un échec depuis 33 ans et n'a servi qu'à rehausser la légitimité de Castro comme leader mondial et à justifier sa manière forte à l'égard du peuple cubain. Maintenant que Cuba émerge du désastre économique et que l'appui au régime castriste reste intact, le maintien de l'embargo américain ne semble ni stratégiquement ni économiquement rentable pour les États-Unis. Sur le plan stratégique, cette politique n'aidera pas Cuba à opérer sa transition à l'économie de marché ni à augmenter les libertés démocratiques. Sur le plan économique, elle n'aidera pas les compagnies américaines à profiter des occasions d'affaires qui se multiplient à Cuba, ni à ouvrir le marché cubain aux biens et services américains. À Cuba même, l'embargo est considéré comme un obstacle sérieux, mais non insurmontable, à la transition et à la croissance de l'économie nationale. À l'échelle internationale, la position des États-Unis est jugée déraisonnable et injustifiable. Dans un vote récent aux Nations Unies, 102 pays ont voté contre le maintien de l'embargo contre Cuba. Seulement deux se sont prononcés en faveur de son maintien, à savoir les États-Unis et Israël, qui a

---

établi des relations commerciales officieuses avec la perle des Antilles.

Certains des journalistes américains cités dans mon cahier de documentation estiment que l'heure de vérité a sonné pour Cuba, que le système économique cubain a fait son temps. À en juger par ce que j'ai constaté pendant mon séjour et par les réunions que j'ai eues avec Fidel Castro et des hauts fonctionnaires cubains, je crois que c'est plutôt la politique américaine à l'égard de Cuba qui a fait son temps.

Les États-Unis ont une excellente occasion, vu l'importance de leur position commerciale, d'aider Cuba à trouver sa place dans le «nouvel ordre mondial». S'ils agissent rapidement, Cuba évoluera sans doute vers le genre d'économie qu'ils essaient en vain de lui imposer depuis 34 ans.

Un jour, ma mère m'a dit qu'on ne prenait pas les mouches avec du vinaigre. Si l'administration américaine faisait de cette maxime maternelle la clé de voûte de sa politique étrangère, elle pourrait soulager la pauvreté de milliers de Cubains, tout en neutralisant l'une des dernières menaces qui pèsent sur le capitalisme américain dans l'hémisphère nord.

Cuba va survivre à l'embargo américain, j'en suis certain. Il évoluera sans doute au cours des cinq prochaines années vers une économie davantage axée sur le marché. Quant au leadership politique, qui sait? Étant donné son habileté à déjouer les prédictions, Castro lui-même sera peut-être encore à la barre du navire cubain à l'entrée du XXI<sup>e</sup> siècle, ce qui ferait de lui l'un des chefs politiques les plus résistants de notre siècle.

